

## La République Islamique d'Iran et le chaos du Moyen-Orient



A la faveur du chaos régional qui s'approfondit au Moyen-Orient, la République Islamique d'Iran est devenue un acteur incontournable dans la région.

Plus de 20 ans après la chute du bloc soviétique qui a ouvert la région aux multiples interventions impérialistes menées par les États-Unis et leurs alliés et suite aux soulèvements populaires au Maghreb et au Moyen-Orient, la région connaît

une nouvelle accélération historique. L'offensive néolibérale des dernières décennies, la corruption des élites dirigeantes et le caractère dictatorial des états de la région, la politique destructrice de l'impérialisme et de l'État sioniste d'Israël, ont fortement dégradé les conditions de vies des populations.

Les éléments les plus marquants de cette situation sont : la décomposition et l'effondrement des états irakien et yéménite, la perte de contrôle du régime de Bachar El Assad sur une grande partie du territoire syrien. Ils viennent s'ajouter à l'instabilité permanente du Liban et à la poursuite de la colonisation israélienne en Palestine. Tout cela s'accompagne de la montée en puissance d'acteurs nouveaux tels que l'émergence de DAESH ou le renforcement dans la région kurde autonome d'Irak de la direction Barzani, inféodée à l'impérialisme et aux États réactionnaires de la région. En effet, à la faveur des interventions étasuniennes en Irak, le Kurdistan irakien avait déjà acquis un niveau d'autonomie jamais égalé dans son histoire. Mais cette autonomie sort aujourd'hui renforcée et ceci grâce à la collaboration de Barzani avec les puissances impérialistes, avec la Turquie d'Erdogan et avec la République Islamique d'Iran, deux états qui foulent au pied les droits nationaux du peuple kurde.

### États-Unis / Iran : nouvelles alliances contre les peuples du Moyen-Orient

C'est dans ce contexte bouleversé que la République Islamique d'Iran revient au centre de l'échiquier moyen oriental et fait figure pour l'impérialisme étasunien de puissance régionale montante.

Depuis 2001, en Afghanistan comme en Irak, le régime de Téhéran a su se montrer conciliant avec Washington. Les deux états se sont trouvés des intérêts communs, ce qui n'a pas manqué de modifier les équilibres et les jeux d'alliances dans la région.

Par un retournement dont seul l'histoire en a le secret, l'Arabie Saoudite alliée traditionnelle de Washington a vu son influence reculer en Afghanistan comme en Irak. La chute du régime des Talibans et l'arrivée au pouvoir de Maleki allié de la mollaharchie de Téhéran a favoriser un rééquilibrage des rapports de forces dans la région et ce au détriment de la monarchie saoudienne. Les tensions régulières qui agitent les monarchies réactionnaires du golfe sont également une source de tensions importantes entre le royaume saoudien et le régime de Téhéran.

En effet, porté par la vague des révolutions arabes ces dernières années ont vu apparaître une

agitation permanente des minorités politiques chiites dans les pétromonarchies du golfe. Ainsi, en 2011, le soulèvement de la communauté chiite au Bahreïn a été écrasé par l'intervention conjointe de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis. Régulièrement, les minorités chiites soutenues par Téhéran sont la cible de la répression et d'attentats. Cela s'accompagne d'une instabilité croissante liée à la montée de la contestation démocratique interne au sein même des monarchies du golfe. D'autre part, les dirigeants saoudiens voient d'un très mauvais œil la pénétration économique et politique iranienne dans la région. A titre d'exemple, les multiples projets de coopération entre Téhéran et Oman suscitent la réprobation de la monarchie saoudienne. Ainsi, le projet d'un pont reliant Oman à l'Iran qui devrait être édifié via le détroit d'Ormuz concrétisant l'alliance scellée à l'occasion de la visite du président iranien Hassan Rohani à Mascate, le 12 mars 2014 est difficilement acceptable pour la monarchie des Saoud.

Oman et la République Islamique d'Iran cherchent à augmenter leurs échanges commerciaux, qui ont atteint en 2013 un milliard de dollars. Pour 2014 leurs investissements dans les deux pays devaient s'élever à 10 milliards de dollars.

La République Islamique d'Iran souhaite investir 4 milliards de dollars dans divers projets au port de Duqm, sur la mer d'Oman, dont 100 réservoirs de stockage de pétrole et de gaz iraniens et un projet sidérurgique, ainsi que 2 milliards de dollars dans des projets prévus dans les ports de Salalah et Sohar.

Pour sa part, Oman entend investir 4 milliards de dollars en Iran, en particulier dans la pétrochimie et l'exploitation pétrolière. Enfin, le projet de construction d'un gazoduc sous-marin entre les deux pays pour l'exportation de gaz iranien, qui avait fait l'objet d'un protocole d'accord lors de la visite du sultan Qabous à Téhéran, sera réalisé dans les deux prochaines années.

## **Instabilité régionale et confrontation entre Ryad et Téhéran**

Du Yemen en passant par les monarchies du golfe, l'Irak, la Syrie, et même le Liban et la Palestine sans oublier l'Afghanistan la guerre d'influence entre Ryad et Téhéran fait rage. Sur l'ensemble de ces territoires et sans que ce soit le facteur unique d'instabilité et de guerre et sans limiter la situation à une confrontation entre les régimes théocratiques de Téhéran et de Ryad, la guerre d'influence entre ces deux états se mue en guerre véritable menée par acteurs locaux interposés.

Pour le royaume des Saoud, une défaite face à la République Islamique d'Iran est vécue comme une menace existentielle pour la famille régnante. A cet égard, les télégrammes diplomatiques étasuniens révélés au grand jour par Wikileaks sont fort intéressants car ils mettent en lumière la détestation et les craintes de la famille régnante Saoudienne à l'égard de la mollaharchie.

Ainsi, pour faire face à l'influence de Téhéran et pour protéger ses énormes intérêts financiers et politiques dans la région, le royaume wahhabite utilise le seul véritable moyen en sa disposition : sa puissance financière considérable qui lui permet de soutenir et d'armer les courants extrémistes sunnites et les dictatures. Parallèlement à cela, Ryad tente d'opposer à Téhéran un axe avec la Turquie et à s'assurer du soutien durable des grandes puissances impérialistes. Or, ce soutien décisifs des États-Unis est de plus en plus compromis car le royaume des Saoud n'a plus, pour les impérialistes, la même fonctionnalité politique dans la région. Même d'un point de vue énergétique Washington s'est lancé dans un vaste plan d'exploitation des pétroles et gaz de schistes, réduisant sa dépendance à l'égard du pétrole des pays du golfe. Ainsi, selon l'Agence

Internationale d'Énergie (AIE), les États-Unis devançant depuis septembre dernier l'Arabie Saoudite pour la production de pétrole et gaz liquéfiés. Cette politique énergétique conduit à une modification des rapports économiques, politiques et commerciaux avec les pays du golfe.

Enfin, la puissance financière de Ryad ne suffit plus à l'Arabie Saoudite pour s'assurer une influence politique, idéologique et symbolique forte sur les peuples arabes. De plus en plus, le soutien de Ryad aux régimes les plus réactionnaires et aux courants intégristes sunnites se heurte aux aspirations démocratiques et sociales qui s'expriment fortement depuis le début de la vague des soulèvements populaires.

Les dynamiques à l'œuvre au Moyen-Orient échappent en partie au contrôle des puissances impérialistes qui doivent également faire face à une crise violente du système capitaliste et à une concurrence exacerbée. Washington doit faire face aux échecs multiples de sa politique dans la région. En Afghanistan comme en Irak les interventions étasuniennes n'ont pas permis à l'impérialisme de stabiliser la région et d'en tirer avantage. Au contraire, alors que le système capitaliste est en crise, le coût financier et militaire est de plus en plus lourd politiquement.

Dans le même temps, la stratégie de l'impérialisme étasunien et sa confrontation avec la Chine, impose à l'administration Obama de renforcer son dispositif militaire en Asie-Pacifique au détriment du Moyen-Orient. En effet, malgré les coupes budgétaires qui touchent le Pentagone, l'orientation de la défense US a été réaffirmée à plusieurs reprises par les responsables de l'administration Obama. Ainsi, 60 % des forces aériennes extérieures se trouvent dès à présent dans la région Asie-Pacifique, et les États-Unis se sont engagés à y baser 60 % de leurs forces navales d'ici à 2020, soit huit navires de plus qu'actuellement. Cette nouvelle stratégie qui s'accélère avec le retrait de l'impérialisme US d'Afghanistan n'est pas sans conséquence au Moyen-Orient.

Cette redéfinition stratégique ouvre des espaces aux états qui aspirent à jouer un rôle de puissances régionales, à savoir la Turquie, la République Islamique d'Iran, l'Arabie Saoudite ou le Qatar.

Dans une autre mesure, l'État colonialiste d'Israël tend à s'autonomiser de la tutelle de Washington et constitue pour la Maison Blanche un facteur d'instabilité permanent dans la région. D'où les prises de distances et les anicroches régulières entre l'administration Obama et Netanyahu.

Dans ce contexte de redéfinition des alliances et de guerres permanentes, la République Islamique détient des atouts majeurs à monnayer avec les puissances impérialistes.

Avec ses 79 millions d'habitants, sa deuxième réserve mondiale de gaz et troisième de pétrole, la dictature des mollahs fait figure d'État stable et puissant alors que nombre de ses voisins directs sont en proie à la guerre et à des convulsions importantes.

La fermeture relative du marché iranien du fait des sanctions internationales pénalise certes la République Islamique et surtout les peuples d'Iran, mais suscitent aussi les convoitises et la compétition entre les firmes occidentales. Ainsi, selon le quotidien iranien «Eghtesad», la société américaine General Electric a fait part de sa disponibilité à mener, en cas de la levée des sanctions, des activités économiques, en Iran. «De nouvelles opportunités économiques sont en train de surgir, au Moyen-Orient, et l'Iran est l'un des pays qui est de mise, dans ce domaine», a déclaré John Rice, vice-président de la compagnie américaine. «Les sociétés américaines ont un vif intérêt, pour mener des activités, en Iran».

L'élection de Rohani à la présidence de la république a annoncé la volonté du Guide de la Révolution Khameneï et de la direction des Gardiens de la Révolution d'aboutir à un compromis majeur avec l'impérialisme étasunien. Ce changement d'attitude répond aussi à la situation interne que traverse l'Iran.

## **Derrière les négociations autour du nucléaire iranien le grand marchandage**

**« Plus personne ne peut battre les tambours de la guerre. L'atmosphère hostile créée contre nous a disparu. Le monde a réalisé que les intérêts communs peuvent mener à un accord ».**

Ces propos de Mohammad Javad Zarif, chef de la diplomatie iranienne, font suite aux négociations sur le dossier du nucléaire qui se sont achevées le 24 novembre dernier. Elles sont prolongées jusqu'au 1er juillet 2015.

Pour Washington et Téhéran l'analyse est semblable : tôt ou tard un accord sera signé. Pour la mollaharchie, la position des puissances secondaires tels que la France et de l'Union Européenne n'est pas essentielle. En revanche, derrière un accord sur le nucléaire c'est tout une stratégie d'alliance qui se dessine entre la République Islamique et les États-Unis. Depuis la chute du bloc soviétique et les différentes interventions impérialistes en Irak et en Afghanistan, la dictature des mollahs et l'impérialisme étasunien n'ont cessé de se rapprocher, se trouvant nombre d'intérêts communs.

Bien sûr les négociations autour du dossier nucléaire seront longues et révèlent les divergences d'intérêts entre les grandes puissances. Ainsi, la France fait tout pour empêcher un accord, Fabius se faisant le porte parole de Netanyahu et de la monarchie saoudienne. La France entend profiter du désamour entre Washington et Riyad pour renforcer sa position dans la région. Cela se fait au détriment de l'accès au marché intérieur iranien. Ainsi, la France occupe le 16<sup>e</sup> rang avec moins de 500 millions d'euros d'échanges annuels avec la République Islamique d'Iran. Elle se situe loin derrière ses concurrents européens et asiatiques et même derrière les États-Unis. Au cours des neuf derniers mois de l'année 2014, les échanges commerciaux entre l'Iran et l'Allemagne ont connu une progression de +33% atteignant 1,6 milliard d'euros (contre 350 millions pour la France), sans parler de la hausse importante des exportations américaines vers le marché iranien.

Cela étant dit, la République Islamique n'abandonnera pas totalement son programme nucléaire. La direction des gardiens de la Révolution et le Guide souhaitent que la République Islamique d'Iran soit un « pays du seuil » c'est à dire d'être en capacité de se doter de l'arme nucléaire si besoin mais de ne pas développer un arsenal à ce stade. Enfin, la mollaharchie joue de la concurrence inter impérialistes et poursuit, pendant les négociations, son programme nucléaire civil. Ainsi, la Russie et la République Islamique viennent de signer un accord le 11 novembre 2014 pour la construction de deux nouveaux réacteurs. En effet, l'entreprise russe Rosatom vient de signer avec son homologue iranien NPPD un contrat sur la construction de deux réacteurs avec possibilité d'extension à quatre, pour la centrale de Bouchehr. Pour l'instant les négociations entre la République Islamique d'Iran et le groupe 5+1 achoppent sur deux points essentiellement : le calendrier pour la levée des sanctions internationales et la taille du programme d'enrichissement d'uranium de l'Iran. Pour le moment, la mollaharchie affirme vouloir multiplier

par dix son programme actuel d'ici sept ans, notamment en utilisant des machines plus modernes et plus rapides alors que les grandes puissances ne souhaitent pas parler de levée des sanctions, mais simplement d'une suspension. Malgré ces blocages, un accord entre le régime dictatorial de Téhéran et l'impérialisme étasunien est probable.

En effet, le contexte régional chaotique qui pose un problème à la Maison Blanche et la situation sociale et économique catastrophique en Iran poussent au rapprochement. En effet, la corruption généralisée au plus haut sommet de la mollaharchie, l'explosion de la misère et du chômage, l'inflation galopante (plus de 40%), la chute des cours du pétrole (le baril de brut a perdu 50% de sa valeur en six mois), les sanctions économiques et financières pèsent lourdement sur les peuples d'Iran. D'autre part, la répression quotidienne des aspirations démocratiques et sociales, les attaques contre les militants ouvriers qui luttent pour leurs droits, les « réformes » contre le code du travail et la mise en place de législations toujours plus avantageuses pour la classe possédante et les clans au pouvoir accentuent la coupure entre le régime et l'immense majorité de la population.

Dans ce contexte, le Guide de la Révolution Khameneï et le Président de la République Rohani veulent la levée des sanctions pour regagner des marges dans la redistribution clientéliste afin de redonner de l'air au régime.

Pour Washington, l'instabilité régionale et l'échec de toutes ses interventions impérialistes passées poussent à un « rééquilibrage » des alliances. Il s'agit d'enregistrer les rapports de forces régionaux et l'influence de la République Islamique. Cela soulève l'inquiétude de la monarchie saoudienne dont le soutien aux divers courants réactionnaires et contre révolutionnaires de l'Islam politique a été un des facteurs d'accentuation des guerres et de la montée de DAESH. Riyad et Téhéran se livrent une guerre indirecte et par forces interposées. Cela favorise les logiques d'affrontements inter religieux alors que ce sont bien des intérêts capitalistiques et d'États qui se cachent derrière. Bien entendu, les formes que prennent ces affrontements et leurs violences sectaires prennent racines dans les réalités politiques, sociales et économiques délabrées de la région. Elle s'appuie sur le vide laissé par la défaite des mouvements nationalistes arabes et de la gauche révolutionnaire. Plus globalement, ces affrontements renvoies aux modes d'insertions modifiées à la mondialisation capitaliste et à l'abandon de pays et de populations entières à un mode d'extraction de la plus-value et des richesses qui renvoie davantage à une économie de la prédation qu'à un développement capitaliste classique adossé à des États-Nation.

Aujourd'hui, la monarchie saoudienne défend non seulement sa place dans la géopolitique régionale mais aussi ses intérêts financiers. Or, pour la Maison Blanche il est important de contenir les ambitions transfrontaliers de DAESH qui bouleversent profondément les équilibres régionaux, menacent les pétromonarchies du golfe et les intérêts de l'impérialisme étasunien. Au delà de sa violence sectaire et de la barbarie de ses actes, l'une des principales caractéristiques et singularité de DAESH, est d'avoir modifié «les règles du jeu » et d'afficher la volonté de se départir des frontières historiques, du moins entre la Jordanie, le Liban, la Syrie, la Palestine, et l'Irak. Cet espace est perçu comme une structure géographique et politique unique.

## **Impérialisme étasunien et dictature des Mollahs**

Téhéran et Washington ont soutenu ensemble le gouvernement Maleki et soutiennent désormais son successeur Haidar Al-Abadi. La percée de DAESH a renforcé la communauté d'intérêt entre l'administration étasunienne et le régime des mollahs. Il est de notoriété publique que les Gardiens de la Révolution interviennent depuis des mois sur le territoire irakien.

La collaboration entre l'impérialisme étasunien et la dictature des Mollahs est de moins en moins discrète d'ailleurs. Ainsi, le Pentagone a révélé, mardi 2 décembre, que l'aviation iranienne avait bombardé des positions de DAESH en Irak. Frappes saluées immédiatement par John Kerry.

En Syrie, la répartition des rôles entre l'impérialisme étasunien et la mollaharchie est tacite mais réelle. L'aviation US mène des frappes contre DAESH, mais ce sont les Gardiens de la Révolution qui, au sol, combattent d'un côté les révolutionnaires Syriens et de l'autre s'en prennent aux forces de « l'État Islamique » là où elles gênent le régime dictatorial de Bachar El Assad.

De son côté, le pouvoir syrien soutenu par le Hezbollah libanais et par la République Islamique, poursuit le massacre quotidien de civils. Bachar El Assad, qui vient de renouveler ses offres de services à l'impérialisme Étasunien pour « lutter contre le terrorisme », a les mains libres pour écraser la révolution syrienne.

Même sur le Kurdistan d'Irak, les approches entre l'administration Obama et Téhéran sont communes. Ils soutiennent et arment Barzani tout en empêchant les composantes de la gauche Kurde de s'armer et s'opposent aux droits démocratiques et aspirations des kurdes de Turquie ou d'Iran. Ainsi, les kurdes d'Iran qui ont tenté d'exprimer leur solidarité avec la bataille qui se mène à Kobané ont été fortement réprimés par les Gardiens de la Révolution sans que cela n'émeuve les grandes puissances. Pour les courants de la gauche révolutionnaire kurdes qui avaient jusque là profité de l'autonomie du Kurdistan d'Irak et notamment pour les organisations de la gauche révolutionnaire des kurdes d'Iran qui ont trouvé refuge au Kurdistan d'Irak après la chute de Saddam Hussein, la situation est pour le moins dangereuse. Elles se trouvent aujourd'hui, plus qu'hier, à la merci des accords et rapprochement entre la République Islamique d'Iran, l'impérialisme étasunien et la direction Barzani. Le danger pour ces organisations est de se retrouver en quelque sorte en « libertés surveillées ».

## **Résister à toutes les forces contre-révolutionnaires**

Au Moyen-Orient comme dans tout le monde arabe, les peuples s'affrontent aux forces contre-révolutionnaire que sont les États, les courants de l'islam politique, et les puissances impérialistes. La situation nécessite la réactivation à l'échelle internationale d'un camp anti impérialiste, socialiste et laïque qui se pose la nécessité de la solidarité concrète avec les forces progressistes en lutte contre les barbaries, pour la démocratie et la justice sociale Moyen-Orient. Il est de la responsabilité des courants révolutionnaires et anticapitalistes d'aider à l'émergence de ce combat pour l'émancipation.

Babak KIA  
Décembre 2014